

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2005 — 884

[2005/200939]

17 MARS 2005. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public, notamment les articles 14, 15, 16 et 17;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, donné le 23 décembre 2004, en application de l'article 13 du décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'Emploi;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 12 novembre 2004;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 3 février 2005;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 9 mars 2005, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;Considérant qu'en exécution des articles 16, § 1^{er}, alinéa 3, 3^o, et 17, § 1^{er}, alinéa 5, 2^o, il y a lieu de fixer par arrêté du Gouvernement les règles de déontologie, que ces règles sont intégrées dans les chartes visées à l'article 3 du présent arrêté;

Sur la proposition du Ministre-Président;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Par lettre signée par le Ministre-Président et le Ministre de tutelle adressée à son président, le Gouvernement informe l'organe de gestion de l'organisme concerné des orientations qu'il arrête relatives aux statuts, aux missions et à l'objet social de l'organisme.**Art. 2.** Le Gouvernement communiquera au Parlement, le 1^{er} octobre de chaque année, un rapport reprenant les informations visées à l'article 15 du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public, ci-après le décret, pour l'ensemble des organismes concernés.Ces informations sont transmises au Ministre-Président et au Ministre de tutelle par les présidents des organismes concernés, au plus tard le 1^{er} septembre de chaque année.**Art. 3.** Le contenu des chartes visées aux articles 16 et 17 du décret est déterminé respectivement dans les annexes I^{re} et II du présent arrêté.**Art. 4.** Le Ministre-Président et le Ministre de tutelle de chaque organisme concerné, chacun pour ce qui le concerne, sont chargés de l'exécution du présent arrêté.**Art. 5.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 17 mars 2005.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHEAnnexe I^{re}
Charte de l'administrateur public

Madame, Monsieur, domicilié(e) à, administrateur public au sens du décret du 12 février 2004, s'engage à :

1^o s'assurer que l'organisme à tout moment respecte la loi, les décrets, les dispositions réglementaires lui applicables, et les dispositions du contrat de gestion s'il existe;2^o respecter les dispositions du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public.

Dans ce cadre, l'administrateur est tenu d'informer par écrit et sans délai, le Ministre-Président et le Ministre de tutelle qu'il ne remplit plus, le cas échéant, les conditions préalables à sa nomination ou qu'il se trouve dans le cas d'une incompatibilité visée par les décrets;

3^o tout en maintenant en toute circonstance son indépendance d'analyse, de décision et d'action et en rejetant toute forme de pression, veiller au respect des intérêts et objectifs publics de l'organisme ainsi que de ceux de la Région wallonne.

Dans ce cadre, l'administrateur s'engage, s'il estime que la décision projetée de l'organe de gestion est de nature à nuire à l'organisme, à exprimer clairement son opposition en son sein et à épuiser tous les moyens pour le convaincre de la pertinence de sa position.

A cet effet, tout en considérant que la démission peut constituer la conséquence ultime de son opposition, il envisagera successivement :

- d'exposer les raisons de son opposition et les conséquences dommageables pour l'organisme de la décision éventuelle de l'organe de gestion;

- d'inviter l'organe de gestion, si nécessaire, à solliciter l'avis d'experts;

- de demander le report de la décision, si sa nature le permet, à une réunion suivante de l'organe de gestion de manière à permettre une étude plus approfondie;

- de demander d'annexer sa position, qu'il aura fait connaître par écrit, au procès-verbal de l'organe de gestion;

- de demander une réunion spéciale de l'organe de gestion pour débattre de ce point.

En cas de démission, l'administrateur informera les autres administrateurs, le réviseur, le commissaire du Gouvernement, le Ministre-Président et le Ministre de tutelle de l'organisme des raisons de celle-ci, en évitant de rendre publiques des informations confidentielles.

4° veiller au fonctionnement efficace de l'organe de gestion.

Dans ce cadre, l'administrateur s'engage à vérifier que les pouvoirs et responsabilités de l'organe de gestion et du ou des responsables de la gestion journalière sont clairement établis.

L'administrateur s'engage à vérifier que l'organe de gestion contrôle effectivement l'organisme et l'activité du ou des responsables de la gestion journalière. En particulier, il sera attentif :

- à ce qu'aucune personne ne puisse exercer au sein de l'organisme un pouvoir discrétionnaire sans contrôle;
- à ce que l'organe de gestion, s'il crée en son sein un comité d'audit, veille à ce qu'il soit composé d'une majorité d'Administrateurs non-exécutifs, en relation avec les réviseurs de l'organisme, et référant périodiquement à l'organe de gestion;
- à ce que l'organe de contrôle interne éventuel de l'organisme fonctionne effectivement et soit régulièrement contrôlé par les réviseurs;
- à ce que le ou les responsables de la gestion journalière coopèrent pleinement et sans réticence à l'objectif de contrôle de l'organe de gestion.

L'administrateur s'engage à s'assurer que l'organe de gestion se réunit à intervalle régulier et reçoit une information suffisante et en temps utile pour que les administrateurs puissent valablement délibérer.

L'administrateur s'engage à assister assidûment aux réunions de l'organe de gestion;

5° éviter tout conflit entre ses intérêts personnels directs ou indirects et ceux de l'organisme.

Dans ce cadre, l'administrateur s'engage à ce que les intérêts de l'organisme et de l'ensemble de ses actionnaires prévalent en toute circonstance sur ses intérêts personnels directs ou indirects.

L'administrateur s'engage à informer complètement et préalablement l'organe de gestion de tout conflit d'intérêt dans lequel il pourrait, directement ou indirectement, être impliqué et à s'abstenir de participer aux débats et à la prise de décision sur les matières concernées;

6° éviter un usage inapproprié d'informations privilégiées.

Dans ce cadre, sans préjudice des dispositions décrétales ou statutaires applicables, l'administrateur s'engage à ne pas diffuser publiquement, directement ou indirectement, sans autorisation de l'organe de gestion, des informations qu'il détient en raison de sa fonction au sein de l'organisme.

L'administrateur s'engage à ne pas faire usage incorrect d'informations qu'il détient en raison de sa fonction au sein de l'organisme, qu'il en retire ou non un avantage personnel, ou que l'organisme soit lésé ou non.

L'administrateur s'engage à ne pas diffuser, directement ou indirectement, des informations qu'il sait fausses ou trompeuses;

7° être loyal et discret.

Dans ce cadre, l'administrateur s'abstiendra de toute prise de position publique à l'égard des décisions de l'organe de gestion sauf à y être autorisé par lui;

8° veiller à la bonne gestion des deniers publics.

Dans ce cadre, l'administrateur veillera particulièrement à dénoncer au sein de l'organe de gestion toute dépense manifestement excessive ou ne cadrant pas avec l'objet social de l'organisme;

9° développer et mettre à jour ses compétences professionnelles.

Dans ce cadre, avec l'aide de l'organisme, l'administrateur s'engage à développer ses compétences professionnelles de manière à maintenir, dans un environnement en constante mutation, un haut niveau d'expertise.

Pour le Gouvernement wallon,

Le Ministre-Président, L'administrateur public,

Le Ministre de tutelle,

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mars 2005 portant exécution du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public.

Namur, le 17 mars 2005.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Annexe II

Charte de l'administrateur visée à l'article 17 du décret du 12 février 2004

Madame, Monsieur, domicilié(e) à, personne siégeant au sein de l'organe de gestion de, s'engage à :

1° s'assurer que l'organisme à tout moment respecte la loi, les décrets, les dispositions réglementaires lui applicables et les dispositions du contrat de gestion s'il existe;

2° agir en toute circonstance de manière indépendante.

Dans ce cadre, l'administrateur s'engage en toute circonstance à maintenir son indépendance d'analyse, de décision et d'action et à rejeter toute forme de pression.

L'administrateur s'engage, s'il estime que la décision projetée de l'organe de gestion est de nature à nuire à l'organisme, à exprimer clairement son opposition en son sein et à épuiser tous les moyens pour le convaincre de la pertinence de sa position.

A cet effet, tout en considérant que la démission peut constituer la conséquence ultime de son opposition, il envisagera successivement :

- d'exposer les raisons de son opposition et les conséquences dommageables pour l'organisme de la décision éventuelle de l'organe de gestion;
- d'inviter l'organe de gestion, si nécessaire, à solliciter l'avis d'experts;

- de demander le report de la décision, si sa nature le permet, à une réunion suivante de l'organe de gestion de manière à permettre une étude plus approfondie;
- de demander d'annexer sa position, qu'il aura fait connaître par écrit, au procès-verbal de l'organe de gestion;
- de demander une réunion spéciale de l'organe de gestion pour débattre de ce point.

En cas de démission, l'administrateur informera le président de l'organe de gestion, le Ministre-Président et le Ministre de tutelle de l'organisme des raisons de celle-ci, en évitant de rendre publique des informations confidentielles; 3° veiller au fonctionnement efficace de l'organe de gestion.

Dans ce cadre, l'administrateur s'engage à vérifier que les pouvoirs et responsabilités de l'organe de gestion et du ou des responsables de la gestion journalière sont clairement établis.

L'administrateur s'engage à vérifier que l'organe de gestion contrôle effectivement l'organisme et l'activité du ou des responsables de la gestion journalière.

L'administrateur s'engage à s'assurer que l'organe de gestion se réunit à intervalle régulier et reçoit une information suffisante et en temps utile pour que les administrateurs puissent valablement délibérer.

L'administrateur s'engage à assister assidûment aux réunions de l'organe de gestion;

4° éviter tout conflit entre ses intérêts personnels directs ou indirects et ceux de l'organisme.

Dans ce cadre, l'administrateur s'engage à ce que les intérêts de l'organisme et de l'ensemble de ses actionnaires prévalent en toute circonstance sur ses intérêts personnels directs ou indirects.

L'administrateur s'engage à informer complètement et préalablement l'organe de gestion de tout conflit d'intérêt dans lequel il pourrait, directement ou indirectement, être impliqué et à s'abstenir de participer aux débats et à la prise de décision sur les matières concernées;

5° être loyal et discret en évitant un usage inapproprié d'informations privilégiées.

Dans ce cadre, sans préjudice d'autres dispositions applicables, l'administrateur ne peut utiliser ou divulguer des informations dont il a eu connaissance dans le cadre de ses fonctions si l'utilisation ou la divulgation de ces informations est de nature à porter préjudice aux intérêts de l'organisme.

L'administrateur s'engage à ne pas diffuser, directement ou indirectement, des informations qu'il sait fausses ou trompeuses;

6° veiller à la bonne gestion des deniers publics.

Dans ce cadre, l'administrateur veillera particulièrement à dénoncer au sein de l'organe de gestion toute dépense manifestement excessive ou ne cadrant pas avec l'objet social de l'organisme;

7° développer et mettre à jour ses compétences professionnelles.

Dans ce cadre, avec l'aide de l'organisme, l'administrateur s'engage à développer ses compétences professionnelles de manière à maintenir, dans un environnement en constante mutation, un haut niveau d'expertise.

Pour le Gouvernement wallon,

Le Ministre-Président, L'administrateur,

Le Ministre de tutelle,

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mars 2005 portant exécution du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public.

Namur, le 17 mars 2005.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2005 — 884

[2005/200939]

17. MÄRZ 2005 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Durchführung des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters, insbesondere der Artikel 14, 15, 16 und 17;

Aufgrund des Gutachtens des Verwaltungsausschusses des "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Wallonisches Amt für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung), das am 23. Dezember 2004 in Anwendung von Artikel 13 des Dekrets vom 6. Mai 1999 über das "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" abgegeben worden ist;

Aufgrund des am 12. November 2004 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 3. Februar 2005 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 9. März 2005 in Anwendung von Artikel 84, § 1, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens;

In der Erwägung, dass in Ausführung der Artikel 16, § 1, Absatz 3, 3° und 17, § 1, Absatz 5, 2° die berufsethischen Regeln per Erlass der Regierung festzulegen sind; dass diese Regeln in den in Artikel 3 des vorliegenden Erlasses erwähnten Chartas einbezogen werden;

Auf Vorschlag des Minister-Präsidenten;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Regierung setzt das Verwaltungsorgan der betroffenen Einrichtung durch ein Schreiben, das vom Minister-Präsidenten und vom Aufsichtsminister unterzeichnet und seinem Vorsitzenden zugestellt wird, von den Orientierungen, die sie bezüglich der Satzungen, der Aufgaben und des Gesellschaftszweckes der Einrichtung festlegt, in Kenntnis.

Art. 2 - Die Regierung übermittelt dem Parlament am 1. Oktober jedes Jahres einen Bericht, der die in Artikel 15 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters, hierunter das Dekret genannt, für die gesamten betroffenen Einrichtungen erwähnten Auskünfte beinhaltet.

Diese Auskünfte werden dem Minister-Präsidenten und dem Aufsichtminister spätestens am 1. September jedes Jahres durch die Vorsitzenden der betroffenen Einrichtungen mitgeteilt.

Art. 3 - Der Inhalt der in Artikeln 16 und 17 des Dekrets erwähnten Chartas wird in den Anlagen I bzw. II zum vorliegenden Erlass festgelegt.

Art. 4 - Der Minister-Präsident und der Aufsichtminister jeder betroffenen Einrichtung werden, jeder in seinem Bereich, mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Art. 5 - Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Namur, den 17. März 2005

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Anlage I Charta des öffentlichen Verwalters

Frau, Herr, wohnhaft.....in....., öffentlicher Verwalter im Sinne des Dekrets vom 12. Februar 2004, verpflichtet sich:

1° dafür zu sorgen, dass die Einrichtung jederzeit das Gesetz, die Dekrete, die Verordnungsbestimmungen, die auf sie anwendbar sind, und die Bestimmungen des Verwaltungsvertrags, wenn ein solcher besteht, beachtet;

2° die Bestimmungen des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters zu beachten.

In diesem Rahmen verpflichtet sich der Verwalter, den Minister-Präsidenten und den Aufsichtminister schriftlich und unverzüglich zu benachrichtigen, wenn er ggf. den Grundvoraussetzungen für seine Ernennung nicht mehr genügt oder wenn er sich in einer im Dekret erwähnten Unvereinbarkeitslage befindet;

3° für die Beachtung der öffentlichen Interessen und Ziele der Einrichtung sowie derjenigen der Wallonischen Region zu sorgen und dabei unter allen Umständen seine Analyse-, Beschluss- und Aktionsfreiheit zu erhalten und jeglicher Form vom Druck standzuhalten.

Wenn der Verwalter in diesem Rahmen der Auffassung ist, dass der geplante Beschluss des Verwaltungsorgans der Einrichtung schaden könnte, verpflichtet er sich seine Ablehnung zum Ausdruck zu bringen und nichts unversucht zu lassen, um dieses Organ von der Richtigkeit seines Standpunktes zu überzeugen.

Zu diesem Zweck und unter Berücksichtigung der Tatsache, dass der Rücktritt die allerletzte Konsequenz seiner Ablehnung darstellen könnte, zieht er nacheinander folgende Schritte in Betracht:

- die Gründe seiner Ablehnung und die der Einrichtung schadenden Auswirkungen des eventuellen Beschlusses des Verwaltungsorgans darzulegen;

- das Verwaltungsorgan aufzufordern, im Notfall die Stellungnahme von Sachverständigen einzuholen;

- die Vertagung des Beschlusses, wenn seine Natur es ermöglicht, bis zur folgenden Versammlung des Verwaltungsorgans zu beantragen, um eine weitere Untersuchung zu ermöglichen;

- zu beantragen, dass seine Position, die er schriftlich mitteilt, dem Protokoll des Verwaltungsorgans beigefügt wird;

- eine Sonderversammlung des Verwaltungsorgans zu beantragen, um diesen Punkt zu besprechen.

Im Falle seines Rücktritts informiert der Verwalter die anderen Verwalter, den Revisor, den Kommissar der Regierung, den Minister-Präsidenten und den Minister, der die Aufsicht über die Einrichtung ausübt, über die Gründe für diesen Rücktritt. Er vermeidet, dass dabei vertrauliche Auskünfte an die Öffentlichkeit gelangen;

4° für das reibungslose Funktionieren des Verwaltungsorgans zu sorgen.

In diesem Rahmen verpflichtet sich der Verwalter, zu überprüfen, ob die Befugnisse und Verantwortungen des Verwaltungsorgans und des bzw. der Verantwortlichen der täglichen Verwaltung klar festgelegt sind.

Der Verwalter verpflichtet sich, zu überprüfen, ob das Verwaltungsorgan die Einrichtung und die Tätigkeit des bzw. der Verantwortlichen der täglichen Verwaltung tatsächlich kontrolliert. Insbesondere achtet er darauf:

- dass keine Person innerhalb der Einrichtung die Befugnis erhält, nach freien Ermessen und ohne Kontrolle zu entscheiden;

- dass das Verwaltungsorgan, wenn es aus seiner Mitte einen Auditausschuss einsetzt, dafür sorgt, dass dieser aus einer Mehrheit von nicht ausführenden Verwaltern zusammengesetzt wird, der mit den Revisoren der Einrichtung in Verbindung steht und dem Verwaltungsorgan regelmäßig Bericht erstattet;

- dass das ggf. gebildete interne Kontrollorgan der Einrichtung tatsächlich funktionsfähig ist und durch die Revisoren regelmäßig kontrolliert wird;

- dass der bzw. die Verantwortliche(n) der täglichen Verwaltung an dem Ziel der Kontrolle des Verwaltungsorgans völlig und vorbehaltlos mitarbeiten.

Der Verwalter verpflichtet sich, dafür zu sorgen, dass das Verwaltungsorgan sich in regelmäßigen Zeitabständen versammelt, zu gegebener Zeit ausreichende Informationen bekommt, so dass die Verwalter gültig beschließen können.

Der Verwalter verpflichtet sich, den Versammlungen des Verwaltungsorgans regelmäßig beizuwohnen;

5° jeglichen Konflikt zwischen seinen persönlichen direkten oder indirekten Interessen und denjenigen der Einrichtung zu vermeiden.

Diesbezüglich verpflichtet sich der Verwalter, dafür zu sorgen, dass die Interessen der Einrichtung und der Gesamtheit ihrer Verwalter unter allen Umständen Vorrang gegenüber den persönlichen direkten oder indirekten Interessen genießen.

Der Verwalter verpflichtet sich, das Verwaltungsorgan uneingeschränkt und im Voraus über jeglichen Interessenkonflikt, in den er direkt oder indirekt verwickelt werden kann, in Kenntnis zu setzen, sowie es zu unterlassen, an den Beratungen und an der Beschlussfassung über die betroffenen Angelegenheiten teilzunehmen;

6° eine unangemessene Benutzung von privilegierten Informationen zu vermeiden.

In diesem Rahmen und unbeschadet der anwendbaren Dekrets- oder Satzungsbestimmungen verpflichtet sich der Verwalter, keine aufgrund seines Amtes innerhalb der Einrichtung erhaltenen Informationen ohne die Genehmigung des Verwaltungsorgans direkt oder indirekt zu veröffentlichen.

Der Verwalter verpflichtet sich, aufgrund seines Amtes innerhalb der Einrichtung erhaltene Informationen nicht unsachgemäß zu gebrauchen, ob er daraus einen persönlichen Vorteil zieht oder nicht oder ob die Einrichtung benachteiligt wird oder nicht.

Der Verwalter verpflichtet sich, Informationen, von denen er weiß, dass sie falsch oder betrügerisch sind, nicht direkt oder indirekt zu verbreiten;

7° loyal und diskret zu sein.

In diesem Rahmen wird der Verwalter jegliche öffentliche Stellungnahme, was die Beschlüsse des Verwaltungsorgans betrifft, unterlassen, außer wenn dieses Organ ihm die Erlaubnis dafür erteilt;

8° für das verantwortungsvolle Umgehen mit den öffentlichen Geldern zu sorgen.

Diesbezüglich sorgt der Verwalter insbesondere dafür, innerhalb des Verwaltungsorgans jegliche Ausgabe, die offensichtlich übermäßig ist oder dem Gesellschaftszweck der Einrichtung nicht entspricht, abzulehnen;

9° seine beruflichen Fähigkeiten zu entfalten und auf den neuesten Stand zu bringen.

Diesbezüglich und mit Hilfe der Einrichtung verpflichtet sich der Verwalter, seine beruflichen Fähigkeiten zu entfalten, um in dieser ständig verändernden Umgebung ein hohes Experteniveau aufrecht zu erhalten.

Für die Wallonische Regierung,

Der Minister-Präsident, Der öffentliche Verwalter,

Der Aufsichtsminister,

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. März 2005 zur Durchführung des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters beigefügt zu werden.

Namur, den 17. März 2005

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Anlage II

In Artikel 17 des Dekrets vom 12. Februar 2004 erwähnte Charta des Verwalters

Frau, Herr, wohnhaft in, der/die innerhalb des Verwaltungsorgans von.....vertreten ist, verpflichtet sich :

1° dafür zu sorgen, dass die Einrichtung jederzeit das Gesetz, die Dekrete, die Verordnungsbestimmungen, die ihr anwendbar sind, und die Bestimmungen des Verwaltungsvertrags, wenn er besteht, zu beachten;

2° unter jeglichen Umständen unbefangen zu handeln

In diesem Rahmen verpflichtet sich der Verwalter, unter allen Umständen seine Analyse-, Beschluss- und Aktionsfreiheit zu erhalten und jeglicher Form vom Druck standzuhalten.

Wenn der Verwalter der Auffassung ist, dass der geplante Beschluss des Verwaltungsorgans der Einrichtung schaden könnte, verpflichtet er sich, seinen Einwand klar zum Ausdruck zu bringen und nicht unversucht zu lassen, um dieses Organ von der Richtigkeit seines Standpunktes zu überzeugen.

Zu diesem Zweck und unter Berücksichtigung der Tatsache, dass der Rücktritt die allerletzte Konsequenz seiner Ablehnung sein könnte, zieht er nacheinander folgende Schritte in Betracht :

- die Gründe seines Einwands und die der Einrichtung schadenden Auswirkungen des eventuellen Beschlusses des Verwaltungsorgans darzulegen;

- das Verwaltungsorgan aufzufordern, im Notfall die Stellungnahme von Sachverständigen einzuholen;

- die Vertagung des Beschlusses, wenn seine Natur es ermöglicht, bis zur folgenden Versammlung des Verwaltungsorgans zu beantragen, um eine weitere Untersuchung zu ermöglichen;

- zu beantragen, dass seine Position, die er schriftlich mitteilt, dem Protokoll des Verwaltungsorgans beigefügt wird;

- eine Sonderversammlung des Verwaltungsorgans zu beantragen, um diesen Punkt zu besprechen.

Im Falle seines Rücktritts informiert der Verwalter den Vorsitzenden des Verwaltungsorgans, den Minister-Präsidenten und den Minister, der die Aufsicht über die Einrichtung ausübt, über die Gründe für diesen Rücktritt. Er vermeidet, dass dabei vertrauliche Auskünfte an die Öffentlichkeit gelangen;

3° für das reibungslose Funktionieren des Verwaltungsorgans zu sorgen.

In diesem Rahmen verpflichtet sich der Verwalter, zu überprüfen, ob die Befugnisse und Verantwortungen des Verwaltungsorgans und des bzw. der Verantwortlichen der täglichen Verwaltung klar festgelegt sind.

Der Verwalter verpflichtet sich, zu überprüfen, ob das Verwaltungsorgan die Einrichtung und die Tätigkeit des bzw. der Verantwortlichen der täglichen Verwaltung tatsächlich kontrolliert.

Der Verwalter verpflichtet sich, dafür zu sorgen, dass das Verwaltungsorgan sich in regelmäßigen Zeitabständen versammelt, zu gegebener Zeit ausreichende Informationen bekommt, so dass die Verwalter gültig beschließen können.

Der Verwalter verpflichtet sich, den Versammlungen des Verwaltungsorgans regelmäßig beizuwohnen;

4° jeglichen Konflikt zwischen seinen persönlichen direkten oder indirekten Interessen und denjenigen der Einrichtung zu vermeiden.

Diesbezüglich verpflichtet sich der Verwalter, dafür zu sorgen, dass die Interessen der Einrichtung und der Gesamtheit ihrer Verwalter unter allen Umständen Vorrang gegenüber den persönlichen direkten oder indirekten Interessen genießen.

Der Verwalter verpflichtet sich, das Verwaltungsorgan uneingeschränkt und im Voraus über jeglichen Interessenkonflikt, in den er direkt oder indirekt verwickelt werden kann, völlig und vorher in Kenntnis zu setzen, sowie es zu unterlassen, an den Beratungen und an der Beschlussfassung über die betroffenen Angelegenheiten teilzunehmen;

5° loyal und diskret zu sein und eine unangemessene Benutzung von privilegierten Informationen zu vermeiden.

Diesbezüglich und unbeschadet der anwendbaren Dekrets- oder Satzungsbestimmungen darf der Verwalter aufgrund seines Amtes innerhalb der Einrichtung erhaltene Informationen nicht benutzen oder nicht verbreiten, wenn die Benutzung oder die Verbreitung dieser Informationen den Interessen der Einrichtung schaden könnte.

Der Verwalter verpflichtet sich, Informationen, von denen er weiß, dass sie falsch oder betrügerisch sind, nicht direkt oder indirekt zu verbreiten;

6° für das verantwortungsvolle Umgehen mit den öffentlichen Geldern zu sorgen.

Diesbezüglich sorgt der Verwalter insbesondere dafür, innerhalb des Verwaltungsorgans jegliche Ausgabe, die offensichtlich übermäßig ist oder dem Gesellschaftszweck der Einrichtung nicht entspricht, abzulehnen;

7° seine beruflichen Fähigkeiten zu entfalten und auf den neuesten Stand zu bringen.

Diesbezüglich und mit Hilfe der Einrichtung verpflichtet sich der Verwalter, seine beruflichen Fähigkeiten zu entfalten, um in dieser ständig verändernden Umgebung ein hohes Experteniveau aufrecht zu erhalten.

Für die Wallonische Regierung,

Der Minister-Präsident, Der öffentliche Verwalter,

Der Aufsichtsminister,

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. März 2005 zur Durchführung des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters beigefügt zu werden.

Namur, den 17. März 2005

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2005 — 884

[2005/200939]

17 MAART 2005. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder, inzonderheid op de artikelen 14, 15, 16 en 17;

Gelet op het advies van het beheerscomité van de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling), gegeven op 23 december 2004, overeenkomstig artikel 13 van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi";

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 12 november 2004;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 3 februari 2005;

Gelet op het advies van de Raad van State, uitgebracht op 9 maart 2005, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende dat ter uitvoering van de artikelen 16, § 1, derde lid, 3°, en 17, § 1, vijfde lid, 2°, gedragsregels bij besluit van de Regering dienen vastgelegd te worden, dat deze regels opgenomen zijn in de handvesten bedoeld in artikel 3 van dit besluit;

Op de voordracht van de Minister-President;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De Regering geeft het beheersorgaan van betrokken instelling in een door de Minister-President en de toezichthoudende Minister ondertekend schrijven aan haar voorzitter kennis van de oriëntaties die zij bepaald heeft m.b.t. haar statuten, opdrachten en maatschappelijk doel.

Art. 2. De Regering bezorgt het Parlement jaarlijks op 1 oktober een verslag met, voor alle betrokken instellingen, de gegevens bedoeld in artikel 15 van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder, hierna het decreet genoemd.

Deze gegevens worden jaarlijks uiterlijk op 1 september door de voorzitters van betrokken instellingen aan de Minister-President en aan de toezichthoudende Minister overgemaakt.

Art. 3. De inhoud van de handvesten bedoeld in de artikelen 16 en 17 van het decreet ligt vast in respectievelijk de bijlagen I en II bij dit besluit.

Art. 4. De Minister-President en de toezichthoudende Minister van elke betrokken instelling zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Namen, 17 maart 2005.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Bijlage I
Handvest van de overheidsbestuurder

Mevrouw, de heer, woonachtig te, overheidsbestuurder in de zin van het decreet van 12 februari 2004, verbindt zich ertoe :

1° erop toe te zien dat de instelling steeds voldoet aan de wet, de decreten, de op haar toepasselijke reglementaire bepalingen en de voorschriften van het beheerscontract indien er één is.

2° de bepalingen van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder na te leven.

In dit opzicht geeft de bestuurder de Minister-President en de toezichhoudende Minister zo spoedig mogelijk schriftelijk kennis van het feit dat hij in voorkomend geval niet meer voldoet aan de voorafgaandelijke benoemingsvoorwaarden of dat hij verkeert in een geval van onverenigbaarheid bedoeld in de decreten;

3° erop toe te zien dat de openbare belangen en doelstellingen van de instelling en van het Waalse Gewest in acht genomen worden, waarbij zijn zelfstandigheid inzake analyse, besluitvorming en actie in alle omstandigheden behouden en elke vorm van onderdrukzetting verworpen wordt.

In dit opzicht verbindt de bestuurder zich ertoe, als hij denkt dat de vooropgestelde beslissing van het beheersorgaan de instelling schade zou kunnen berokkenen, zijn verzet binnen het orgaan duidelijk te uiten en alle mogelijke middelen te gebruiken om het te overtuigen van de juistheid van zijn standpunt.

Daartoe en rekening houdende met het feit dat zijn verzet een ontslag tot uitiem gevolg kan hebben, zal hij overwegen om achtereenvolgens :

- de redenen van zijn verzet en de schadelijke gevolgen voor de instelling van de eventuele beslissing van het beheersorgaan uit te leggen;
- het beheersorgaan te verzoeken desnoods het advies van deskundigen in te winnen;
- te vragen dat de beslissing, indien de aard ervan het toelaat, tot de volgende vergadering van het beheersorgaan uitgesteld wordt om nader onderzoek mogelijk te maken;
- te vragen dat zijn standpunt, waarvan hij schriftelijk kennis zal geven, bij de notulen van het beheersorgaan gevoegd wordt;
- een buitengewone vergadering van het beheersorgaan aan te vragen om dit punt te bespreken.

Bij ontslag geeft de bestuurder de overige bestuurders, de revisor, de Regeringscommissaris, de Minister-President en de toezichhoudende Minister van de instelling kennis van de redenen van zijn ontslag en vermijdt hij daarbij vertrouwelijke informatie bekend te maken;

4° toe te zien op de vlotte werking van het bestuursorgaan. In dit opzicht verbindt de bestuurder zich ertoe na te gaan of de bevoegdheden en verantwoordelijkheden van het beheersorgaan en de verantwoordelijke(n) voor het dagelijks beheer duidelijk vastliggen.

De bestuurder verbindt zich ertoe na te gaan of het beheersorgaan de instelling en de activiteit van de verantwoordelijke(n) voor het dagelijks beheer daadwerkelijk controleert. Hij zal er nauwgezet op letten dat :

- geen enkele persoon binnen de instelling een discretionaire bevoegdheid zonder controle kan uitoefenen;
- het beheersorgaan bij oprichting van een auditcomité binnen zijn midden erop toeziet dat het samengesteld wordt uit een meerderheid van niet-uitvoerende bestuurders, in relatie met de revisoren van de instelling, en dat bedoeld comité regelmatig verslag uitbrengt aan het beheersorgaan;
- het eventuele interne controleorgaan van de instelling effectief werkt en regelmatig door de revisoren gecontroleerd wordt;
- de verantwoordelijke(n) voor het dagelijks beheer voluit en zonder terughoudendheid meewerkt (meewerken) aan de controledoelstelling van het beheersorgaan.

De bestuurder verbindt zich ertoe ervoor te zorgen dat het beheersorgaan regelmatig vergadert en te gelegener tijd voldoende informatie krijgt zodat de bestuurders op geldige wijze kunnen beraadslagen.

De bestuurder verbindt zich ertoe de vergaderingen van het beheersorgaan regelmatig bij te wonen;

5° elk conflict te voorkomen tussen zijn rechtstreekse of onrechtstreekse persoonlijke belangen en die van de instelling.

In dit opzicht verbindt de bestuurder zich ertoe in alle omstandigheden de belangen van de instelling en de aandeelhouders boven zijn rechtstreekse of onrechtstreekse persoonlijke belangen te plaatsen.

De bestuurder verbindt zich ertoe het beheersorgaan van tevoren en voluit op de hoogte te brengen van elk belangenconflict waarbij hij rechtstreeks of onrechtstreeks betrokken zou kunnen zijn en af te zien van deelname aan de debatten en aan de besluitvorming betreffende bedoelde materies;

6° een ongepast gebruik van exclusieve gegevens te voorkomen.

In dit opzicht verbindt de bestuurder zich ertoe geen informatie bekend te maken die hij bezit omwille van zijn functie binnen de instelling, onverminderd de decretale en reglementaire bepalingen.

De bestuurder verbindt zich ertoe geen ongepast gebruik te maken van de informatie die hij bezit omwille van zijn functie binnen de instelling, ongeacht of hij er al dan niet een persoonlijk voordeel uithaalt of dat de instelling al dan niet benadeeld wordt.

De bestuurder verbindt zich ertoe geen rechtstreekse of onrechtstreekse informatie te verstrekken waarvan hij weet dat ze vals of misleidend is;

7° loyaal en discreet te zijn.

In dit opzicht zal de bestuurder afzien van elke openbare stellingname ten opzichte van de beslissingen van het beheersorgaan, behalve indien het orgaan daartoe toestemming geeft;

8° te zorgen voor een goed beheer van de openbare gelden.

In dit opzicht zal de bestuurder er speciaal voor zorgen dat elke duidelijk buitensporige uitgave of uitgave die niet klopt met het maatschappelijk doel van de instelling aan de kaak wordt gesteld;

9° zijn beroepsvaardigheden te ontwikkelen en aan te passen.

In dit opzicht verbindt de bestuurder zich ertoe zijn beroepsvaardigheden met de hulp van de instelling te ontwikkelen teneinde een hoog expertisniveau in stand te houden in een voortdurend evoluerende omgeving.

Voor de Waalse Regering,

De Minister-President, De overheidsbestuurder,

De toezichthoudende Minister,

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 maart 2005 tot uitvoering van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder.

Namen, 17 maart 2005.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Bijlage II

Handvest van de bestuurder bedoeld in artikel 17 van het decreet van 12 februari 2004

Mevrouw, de heer, woonachtig te, persoon die zitting heeft in het beheersorgaan van, verbindt zich ertoe :

1° erop toe te zien dat de instelling steeds voldoet aan de wet, de decreten, de op haar toepasselijke reglementaire bepalingen en de voorschriften van het beheerscontract indien er één is;

2° in alle omstandigheden zelfstandig te handelen.

In dit opzicht verbindt de bestuurder zich ertoe zijn zelfstandigheid inzake analyse, besluitvorming en actie in alle omstandigheden te behouden en elke vorm van onderdrukzetting te verwerpen.

Als de bestuurder denkt dat de vooropgestelde beslissing van het beheersorgaan de instelling schade zou kunnen berokkenen, verbindt hij zich ertoe zijn verzet binnen het orgaan duidelijk te uiten en alle mogelijke middelen te gebruiken om het te overtuigen van de juistheid van zijn standpunt.

Daartoe en rekening houdende met het feit dat zijn verzet een ontslag tot uitiem gevolg kan hebben, zal hij overwegen om achtereenvolgens :

- de redenen van zijn verzet en de schadelijke gevolgen voor de instelling van de eventuele beslissing van het beheersorgaan uit te leggen;

- het beheersorgaan te verzoeken desnoods het advies van deskundigen in te winnen;

- te vragen dat de beslissing, indien de aard ervan het toelaat, tot de volgende vergadering van het beheersorgaan uitgesteld wordt om nader onderzoek mogelijk te maken;

te vragen dat zijn standpunt, waarvan hij schriftelijk kennis zal geven, bij de notulen van het beheersorgaan gevoegd wordt;

- een buitengewone vergadering van het beheersorgaan aan te vragen om dit punt te bespreken.

Bij ontslag geeft de bestuurder de voorzitter van het beheersorgaan, de Minister-President en de toezichthoudende Minister van de instelling kennis van de redenen van zijn ontslag en vermijdt hij daarbij vertrouwelijke informatie bekend te maken;

3° toe te zien op de vlotte werking van het bestuursorgaan. In dit opzicht verbindt de bestuurder zich ertoe na te gaan of de bevoegdheden en verantwoordelijkheden van het beheersorgaan en de verantwoordelijke(n) voor het dagelijks beheer duidelijk vastliggen.

De bestuurder verbindt zich ertoe na te gaan of het beheersorgaan de instelling en de activiteit van de verantwoordelijke(n) voor het dagelijks beheer daadwerkelijk controleert.

De bestuurder verbindt zich ertoe ervoor te zorgen dat het beheersorgaan regelmatig vergadert en te gelegener tijd voldoende informatie krijgt zodat de bestuurders op geldige wijze kunnen beraadslagen.

De bestuurder verbindt zich ertoe de vergaderingen van het beheersorgaan regelmatig bij te wonen;

4° elk conflict te voorkomen tussen zijn rechtstreekse of onrechtstreekse persoonlijke belangen en die van de instelling.

In dit opzicht verbindt de bestuurder zich ertoe in alle omstandigheden de belangen van de instelling en de aandeelhouders boven zijn rechtstreekse of onrechtstreekse persoonlijke belangen te plaatsen.

De bestuurder verbindt zich ertoe het beheersorgaan van tevoren en voluit op de hoogte te brengen van elk belangenconflict waarbij hij rechtstreeks of onrechtstreeks betrokken zou kunnen zijn en af te zien van deelname aan de debatten en aan de besluitvorming betreffende bedoelde materies;

5° loyaal en discreet te zijn en een ongepast gebruik van exclusieve gegevens te vermijden.

In dit opzicht mag de bestuurder geen informatie gebruiken of bekendmaken die hij heeft ingewonnen in het kader van zijn functies als het gebruik of de bekendmaking ervan de belangen van de instelling zou kunnen schaden, onverminderd andere toepasselijke bepalingen.

De bestuurder verbindt zich ertoe geen rechtstreekse of onrechtstreekse informatie te verstrekken waarvan hij weet dat ze vals of misleidend is;

6° te zorgen voor een goed beheer van de openbare gelden.

In dit opzicht zal de bestuurder er speciaal voor zorgen dat elke duidelijk buitensporige uitgave of uitgave die niet klopt met het maatschappelijk doel van de instelling aan de kaak wordt gesteld.

7° zijn beroepsvaardigheden te ontwikkelen en aan te passen.

In dit opzicht verbindt de bestuurder zich ertoe zijn beroepsvaardigheden met de hulp van de instelling te ontwikkelen teneinde een hoog expertiseniveau in stand te houden in een voortdurend evoluerende omgeving.

Voor de Waalse Regering,

De Minister-President, De bestuurder,

De toezichthoudende Minister,

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 maart 2005 tot uitvoering van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder.

Namen, 17 maart 2005.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE